



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° PREF-DREAL-2020-290-001 DU 16 OCTOBRE 2020  
RENDANT REDEVABLE D'UNE ASTREINTE ADMINISTRATIVE ET FIXANT DES  
MESURES CONSERVATOIRES EN TERMES  
DE PRÉVENTION, DÉTECTION ET DÉFENSE INCENDIE  
INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
SOCIÉTÉ ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL, À MENDE**

La Préfète de la Lozère  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles ses articles L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3 et L. 514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2010-159-0003 du 8 juin 2010 autorisant l'extension d'une installation de tri, de transit et de traitement de déchets sur la ZAE du causse d'Auge, commune de Mende ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° PREF-BCPPAT-20149-156-004 du 5 juin 2019 portant mise en demeure et prescriptions conservatoires à l'encontre de la société Environnement Massif Central pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Mende ;

**Vu** le rapport d'analyse de risques incendie établie par la société Optirisk à la suite d'une visite de l'établissement Environnement Massif Central sur la commune de Mende le 17 octobre 2019, en réponse à l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 5 juin 2019 susvisé et transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 22 juin 2020 et notamment ses chapitres « D-surveillance des stockages » , « ressources en eau » , « Exercice incendie » et « Protection- Accès aux poteaux incendie » ;

**Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 29 juillet 2020 transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, à la suite de la visite d'inspection réalisée le 23 juillet 2020 ;

**Vu** le présent projet d'arrêté transmis par lettre recommandée avec accusé de réception en date du 4 août 2020 ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 11 septembre 2020 sur le projet d'arrêté transmis ;

**Considérant** que lors de sa visite du 23 juillet 2020, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'environ 8000 tonnes de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, représentant un volume d'environ 11 000 m<sup>3</sup> ;

**Considérant** que dans le volume précité, les stocks de bois n'ont pas été comptabilisés et qu'ils représentent aussi un volume de plusieurs centaines de m<sup>3</sup> ;

**Considérant** que l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral du 8 juin 2010 prévoit que le volume maximum de ce type de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation est de 4000 m<sup>3</sup> ;

**Considérant** que l'exploitant ne respecte pas les quantités de déchets autorisées à être présentes sur son site ;

**Considérant** dès lors que la société Environnement Massif Central n'a pas mis en place les contrôles réguliers lui permettant de s'assurer le non-dépassement des quantités autorisées, à savoir 4 000 m<sup>3</sup> pour ce type de déchets ;

**Considérant** que lors de sa visite du 23 juillet 2020, l'inspection des installations classées n'a pas pu constater la mise en œuvre des mesures techniques ou organisationnelles permettant de faire en sorte que les îlots de déchets plastiques soient aménagés de manière à éviter la propagation d'un incendie au sein du site ;

**Considérant** que lors de sa visite du 23 juillet 2020, l'inspection des installations classées a constaté l'existence d'îlots de déchets d'équipements et d'ameublement sur des surfaces qui excèdent 400 m<sup>2</sup> ;

**Considérant** que lors de sa visite du 23 juillet 2020, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'avait pas mis en place la procédure définissant la fréquence des inspections visuelles des zones de stockage de déchets situés en extérieur ;

**Considérant** qu'aucune traçabilité n'a pu être présentée pour confirmer la réalisation de ces inspections visuelles périodiques ;

**Considérant** qu'il n'a dès lors pas pu être observé de renforcement de ces dispositions de surveillance pendant la période estivale ;

**Considérant** ainsi que l'exploitant ne respecte toujours pas les dispositions de l'article 3.1 l'arrêté de mise en demeure susvisé ;

**Considérant** que ce non-respect constitue un manquement caractérisé de la mise en demeure fixée par l'arrêté susvisé et qu'il convient de prendre une mesure supplémentaire destinée à assurer le respect de la mesure de police que constitue la mise en demeure ;

**Considérant** le montant des travaux et aménagements de mise en conformité ;

**Considérant** qu'en application de l'article 3.2 de l'arrêté de mise en demeure du 5 juin 2019 susvisé l'exploitant a fait réaliser par la société Optirisk une analyse de risque de son site ;

**Considérant** que cette analyse de risque bien que ne répondant pas complètement aux exigences de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé fait ressortir des axes d'amélioration vis-à-vis de l'organisation des stockages extérieurs (volumes stockés, emplacement des stockages, organisation des stockages, surveillance des stockages) et de la défense contre l'incendie (ressources en eau, stratégie de protection du site, exercice incendie, compartimentage, accès aux poteaux incendie) ;

**Considérant** que contrairement aux dispositions de l'article 3.2 de l'arrêté de mise en demeure du 5 juin 2019 susvisé, l'exploitant n'a pas fourni d'échéancier pour la mise en œuvre des actions d'amélioration identifiées ;

**Considérant** que l'inspection a constaté lors de sa visite du 23 juillet 2020 que l'emplacement, les superficies et les volumes des îlots de déchets plastiques et de déchets d'équipements d'ameublement ne garantissent pas l'absence de risque de propagation d'un incendie ;

**Considérant** dès lors qu'il persiste un risque de propagation rapide d'un incendie sur l'établissement comme le montre le retour d'expérience récent de l'accidentologie ;

**Considérant** que la configuration de ces stockages et la quantité des déchets présente ne sont pas en adéquation avec les moyens de défense contre l'incendie dont dispose l'établissement ;

**Considérant** que l'exploitant n'est pas en mesure de s'assurer du dimensionnement correct des moyens de détection d'un incendie, des moyens de lutte contre l'incendie et des moyens de confinement des eaux d'extinction d'un incendie pour protéger les objectifs et biens publics mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'un sinistre au sein de ce site, dans sa configuration actuelle, est susceptible de porter gravement atteinte et de manière irréversible aux objectifs et biens publics mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que face à ces manquements il convient de faire application des dispositions prévues au 4° du II de l'article L.171-8 du code de l'environnement en ordonnant à la société Environnement Massif Central le paiement d'une astreinte journalière destinée à assurer le respect de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 5 juin 2019 ;

**Considérant** qu'en vue de protéger les objectifs et biens publics mentionnés à l'article L. 511-1, il convient en outre de prendre les mesures conservatoires et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires tout danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Lozère ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1- Sanction au titre de l'article L.171-8 II**

La société Environnement Massif Central désignée l'exploitant de l'installation sise au ZAE du Causse d'Auge sur la commune de Mende est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier de 250 euros (deux cent cinquante euros) jusqu'à satisfaction de l'article 3.1 de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 5 juin 2019 susvisé. Cette astreinte prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Jusqu'à ce l'exploitant satisfasse les dispositions de l'article 3.1 de la mise en demeure précitée, le montant journalier de 250 euros est porté à 500 euros (cinq cents euros) à compter du 1<sup>er</sup> avril 2021, et enfin à 1 000 euros (mille euros) à compter du 1<sup>er</sup> juin 2021.

L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral.

### **Article 2- Mesures conservatoires au titre de l'article L.171-8 II**

#### **2.1. Détection d'incendie au niveau des stockages extérieurs**

Les stockages extérieurs de déchets (papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois et CSR) sont équipés d'un système de détection incendie. Ce dispositif est conçu, dimensionné et installé de manière à détecter, à tout moment, tout départ de feu sur les zones de stockages concernées. Le dispositif est distinct d'autres dispositifs de surveillance (telle que les surveillances anti-intrusion) et transmet sans délai une alerte à l'exploitant.

L'exploitant remet sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté une étude relative à la mise en place du dispositif de détection défini au premier alinéa du présent article.

Cette étude propose un plan d'implantation du dispositif, quelle que soit la technologie retenue, de manière à ce que la surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection. Cette étude prend en compte notamment la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement.

Ce dispositif de détection est mis en place sous un délai maximal de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté .

## **2.2. Surveillance**

A compter de la date de notification du présent arrêté, en dehors des heures d'exploitation (y compris le week-end et les jours fériés), une surveillance de l'installation, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de transmettre l'alerte sans délai en cas de sinistre.

## **2.3. Défense incendie**

L'exploitant réalise sous un délai de 3 mois un état des lieux des ressources en eau disponibles sur son site en établissant :

- un plan détaillé des réseaux d'eau d'incendie ;
- une vérification des caractéristiques hydrauliques du réseau d'eau incendie (pression statique, pression résiduelle de chaque poteau, débit unitaire maximum à chaque poteau, pression résiduelle au débit maximum, débit maximum avec 3 poteaux incendie en fonctionnement simultané, pression résiduelle obtenu avec 3 poteaux incendie en fonctionnement simultané au débit maximum).

## **2.4. Accessibilité aux moyens d'intervention**

Les accès aux moyens d'intervention incendie doivent être aisés et maintenus dégagés en permanence.

## **2.5. Plan de défense incendie**

L'exploitant établit, sous un délai maximal de 6 mois, un plan de défense incendie sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires pour prévenir la propagation d'un incendie au sein de l'établissement et qui formalise la stratégie définie à l'article 2.3 du présent arrêté.

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du plan de défense incendie . Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du plan de défense d'incendie.

Le plan de défense incendie définit les mesures d'organisation et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

L'exploitant élabore et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du plan de défense incendie ; cela inclut notamment :

- l'organisation de tests périodiques (au moins annuels avec la participation des services publics d'incendie et de secours) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
- la formation du personnel intervenant, notamment au maniement des moyens internes de défense contre l'incendie,
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (tous les 5 ans ou suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du plan de défense incendie, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,
- la mise à jour systématique du plan de défense d'incendie en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

L'Inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice au moins deux semaines avant leur mise en œuvre. Le compte-rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

### Article 3 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Mende pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de Mende.

Un extrait du présent arrêté est affiché en permanence, de façon lisible, sur le site de l'installation, à la diligence de la société Environnement Massif Central.

### Article 4 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Lozère, le maire de Mende, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à Mende le

16 octobre 2020

La Préfète

Valérie HATSCH

